

Direction des affaires juridiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Arrêté du 13 novembre 2020 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance,
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 ;
Vu la proposition du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en date du 22 octobre 2020,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont désignés pour siéger comme membres du comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics :

M. DUMAS (Patrice), attaché d'administration de l'État, responsable des marchés publics de travaux immobiliers et de maintenance immobilière, bureau de la commande publique et des achats au service des affaires financières, sociales et logistiques, sous-direction de la logistique et du patrimoine ;

M. ELLION (Brieg), chef de mission agriculture et environnement, chef du bureau de la commande publique et des achats au service des affaires financières, sociales et logistiques, sous-direction de la logistique et du patrimoine ;

M. GAME (Thierry), attaché d'administration de l'État hors classe, chef du bureau de la sécurité et de la maintenance des bâtiments au service des affaires financières, sociales et logistiques, sous-direction de la logistique et du patrimoine ;

Mme MATHON (Dominique), attachée d'administration de l'État hors classe, cheffe du bureau des moyens logistiques au service des affaires financières, sociales et logistiques, sous-direction de la logistique et du patrimoine ;

Mme AYRAULT (Tatiana), attachée d'administration de l'État, cheffe du bureau du droit public économique au service des affaires juridiques, sous-direction du droit public général.

La durée du mandat est fixée à trois ans à compter de la date de signature de l'arrêté.

Article 2

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Fait à Paris, le 13 novembre 2020.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires juridiques,
LAURE BEDIER